

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est et de l'Océan Indien

Semaine du 15 septembre au 19 septembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE NAIROBI

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(ADDIS ABEBA, DAR ES SALAM, KAMPALA, TANANARIVE)

Faits marquants

- ❖ **Régional** : Accélération du projet d'intégration numérique au sein de la CAE
- ❖ **Éthiopie** : Présentation de la nouvelle stratégie CDN
- ❖ **Soudan** : La Banque centrale souhaite reprendre le contrôle des achats et exportations d'or

LE CHIFFRE À RETENIR

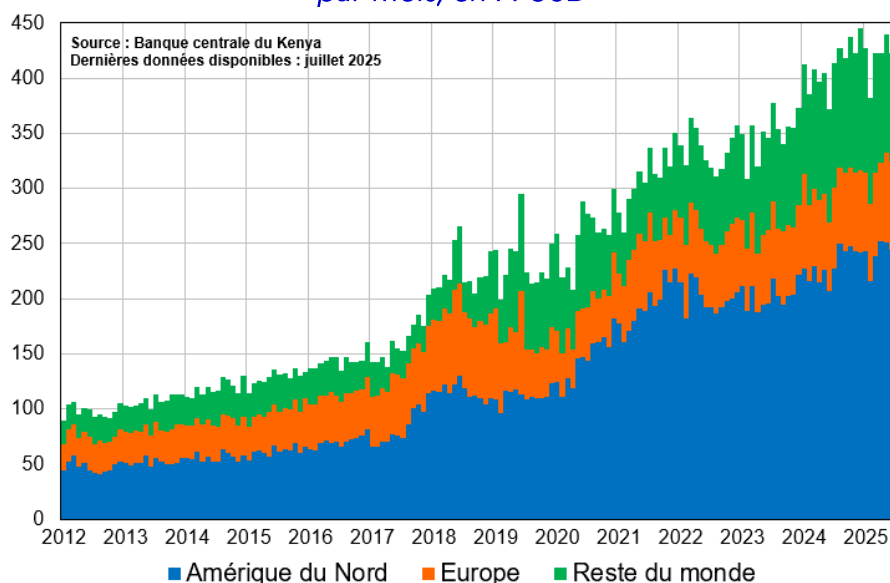
680 M USD

MONTANT DES ENGAGEMENTS
FINANCIERS ANNONCÉS LORS DE LA
VISITE EN INDE DU PM MAURICIEN

Le graphique de la semaine

Kenya : transferts de fonds de la diaspora

- par mois, en M USD -



Les transferts de fonds (ou remises – remittances) de la diaspora sont importantes pour les économies en développement, en renforçant les réserves de devises étrangères et en soutenant la consommation locale. Au Kenya, elles s'inscrivent en nette hausse : +18,0 % en 2024 (après 4,0 % en 2023), s'élevant à 4,1 Md USD, soit 3,6 % du PIB. Ces remises proviennent majoritairement d'Amérique du Nord et en particulier des États-Unis, suivis dans une moindre mesure par l'Europe. Ces flux pourraient être affectés par la mise en œuvre, à partir du 1^{er} janvier 2026, de la taxe américaine de 1 % sur ces transferts.

REGIONAL

Renforcement du projet d'intégration numérique au sein de la CAE

Le 11 septembre, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a franchi une nouvelle étape dans la mise en place de l'initiative One Network Area (ONA), qui vise à améliorer la connectivité régionale et réduire les frais d'itinérance entre les États membres. Cette avancée fait suite aux consultations d'août 2025, qui ont réuni gouvernements, régulateurs et opérateurs mobiles dans le cadre du projet d'Intégration numérique régionale en Afrique de l'Est (EARDIP). L'initiative ONA vise à réduire les frais d'appel, supprimer les frais d'itinérance et harmoniser les tarifs transfrontaliers. De nouveaux plafonds d'itinérance fixent le coût des données à 0,005 USD par mégaoctet et des SMS à 0,027 USD par message. Cependant, des défis persistent : disparités dans l'accès aux services, faible sensibilisation des consommateurs et lacunes réglementaires favorisant la fraude. La RDC et la Somalie, États membres de la CAE les plus récents, prévoient de se conformer, tandis que les régulateurs soulignent la nécessité de règles d'interconnexion harmonisées.

Afreximbank lance l'ATDC avec 1 Md USD pour le commerce africain

Le 9 septembre 2025, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), via le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA), a créé l'*African Trade and Distribution Company* (ATDC) en partenariat avec *Arise Integrated Industrial Platforms*, Equitane DMCC et le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Contrairement à la banque, qui finance le commerce, l'ATDC intervient directement en agrégeant, distribuant et négociant des matières premières, minéraux et produits à valeur ajoutée africains. Afrximbank s'est engagée à hauteur de 1 Md USD lors du lancement pour soutenir l'agrégation de produits transformés et renforcer les réseaux logistiques et de distribution. Le lancement a également été l'occasion de présenter la filiale ATDC Minerals (ATMIN), spécialisée dans le négoce et le financement des minéraux et hydrocarbures. Lors de la cérémonie, l'ATDC a signé des accords avec diverses entreprises du continent, couvrant la logistique, les minéraux et les produits agricoles.

BURUNDI

London Stock Exchange Group modernisera l'infrastructure de marchés

La Banque centrale du Burundi a annoncé avoir retenu, le 10 septembre, le *London Stock Exchange Group* (LSEG) pour renforcer l'infrastructure de marché au Burundi. La coopération avec LSEG vise à faciliter les opérations de change, gérer la liquidité interbancaire, conduire les opérations de refinancement et assurer la surveillance du marché.

COMORES

Inauguration d'un nouveau ferry pour assurer la liaison Anjouan-Grande Comore

Une cérémonie d'inauguration d'un nouveau ferry s'est tenue le 11 septembre au port de Mutsamudu sur l'île d'Anjouan. Le Président de la République des Comores et l'ambassadeur des Émirats arabes unis (EAU) auprès de l'Union des Comores, étaient présents. Ce ferry, d'une longueur de 54 mètres, a effectué sa première liaison entre Mutsamudu (Anjouan) et Moroni (Grande Comore) le 12 septembre. La mise en place de cette liaison est le fruit d'un partenariat entre l'État comorien, les EAU et l'entreprise émirienne Serdal International. Il devient le 3^e navire à effectuer des liaisons entre les îles de l'archipel, les deux autres étant l'Acadie et le Maria Galanta. Ce dernier est opéré par l'entreprise mahoraise SGTM.

ÉTHIOPIE

Présentation de la nouvelle stratégie CDN

Lors du 2^e Sommet africain sur le climat, l'Éthiopie a officiellement présenté les grandes lignes de sa 3^e Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) couvrant la période 2025–2035. Cette stratégie réhausse l'ambition climatique du pays, avec un objectif conditionnel de réduction de –70,3 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035, par rapport à un scénario de statu-quo, et une réduction inconditionnelle de –30,7 %, après –68,8 % dans la précédente CDN. L'Éthiopie veut se positionner comme un pays pionnier dans l'atténuation du changement climatique, en faveur d'un mix électrique quasi intégralement renouvelable, et étant le 1^{er} pays au monde à interdire l'importation

de véhicules thermiques depuis 2024. Le pays prévoit de mobiliser 22,1 Md USD de ressources domestiques pour financer cette stratégie, selon les estimations officielles, et sollicite également l'appui de partenaires internationaux pour couvrir les besoins restants, estimé à 76,2 Md USD d'ici 2035.

Augmentation du capital minimum nécessaire pour l'exportation du café

L'autorité éthiopienne du café et du thé (ECTA) a publié une nouvelle directive qui exige d'augmenter le capital minimum nécessaire pour les exportateurs de café. Celui-ci a été multiplié par 15 pour les exportateurs privés – de 1 M ETB (soit 6 992,7 USD) à 15 M ETB (soit 104 889,7 USD) – et par 13 pour les associations professionnelles – de 1,5 M ETB (soit 10 489,2 USD) à 20 M ETB (soit 139 853 USD)–. Afin d'assurer la qualité du café exporté, la directive oblige les exportateurs, à l'exception des exportateurs-agriculteurs, à disposer de capacités d'analyses laboratoires pour effectuer des tests qualité et d'embaucher un dégustateur professionnel diplômé. D'après l'ECTA, l'objectif de la directive est de mieux refléter l'état actuel du secteur du café et de décourager les individus qui s'engagent dans le secteur de manière temporaire dans le but unique d'obtenir des devises pour leurs activités d'importation.

KENYA

Une banque locale injecte 150 M USD pour financer le secteur routier

United Bank for Africa (UBA) Kenya, filiale du groupe UBA, s'est engagée à acheter 150 M USD dans le programme d'obligations de la *Kenya Roads Board*. Ce programme vise à apurer les arriérés du secteur routier via la titrisation, avec la *Trade and Development Bank* comme arrangeur principal. L'émission prévoit d'atteindre 1,4 Md USD pour régler les créances historiques des entrepreneurs. UBA et les autres investisseurs seront remboursés par le Fonds de Taxe pour l'Entretien des Routes, qui prélève 0,0541 USD par litre d'essence ou de diesel. Le gouvernement a relevé la taxe de 0,139 à 0,194 USD par litre en juillet dernier pour soutenir le paiement des obligations.

BasiGo lance l'assemblage local des bus électriques KL-9

La société kényane de bus électriques BasiGo a lancé l'assemblage local des bus électriques KL-9, en collaboration avec *King Long*, fabricant chinois, et *Kenya Vehicle Manufacturers*. La 1^{re} unité a été dévoilée la semaine dernière. Ce partenariat vise une capacité de production de 20 bus par mois à partir de l'année prochaine, favorisée par des politiques publiques incitatives (exonération de TVA, réduction des droits d'accise, tarifs spéciaux, etc). Le bus KL-9, conçu pour 54 passagers, peut parcourir jusqu'à 400 km par jour avec une recharge de deux heures. BasiGo étend également l'infrastructure de recharge le long des principales lignes de transport de Nairobi et a obtenu plus de 500 commandes d'opérateurs régionaux. Les principaux défis d'assemblage proviennent de l'accès limité au capital et de la complexité des opérations au Kenya et au Rwanda, où BasiGo opère aussi. L'objectif est de livrer 1 000 bus électriques d'ici 2027.

Centum renforce sa position dans Akiira Geothermal à 85 %

Centum, société d'investissement kényane active dans l'immobilier, l'énergie, l'agro-industrie et les services financiers, a porté sa participation dans *Akiira Geothermal* à 85 % (contre 47,5 %) en rachetant les parts du fonds danois DI Frontier (1,5 M USD) et de l'entreprise américaine RAM Energy (301 370 USD). Cette prise de contrôle intervient alors que le projet géothermique, situé près d'Olkaria, à Naivasha, a connu des revers : deux puits exploratoires n'ont pas généré la vapeur attendue, remettant en cause sa viabilité technique immédiate. Centum entend attirer de nouveaux partenaires et mobiliser des financements – en fonds propres comme en dette – pour poursuivre l'exploration et atteindre une production commerciale. Avec un bilan estimé à 26,9 M USD, Akiira reste stratégique pour diversifier l'offre d'électricité au Kenya et réduire la dépendance aux énergies fossiles. Le projet devra toutefois confirmer la qualité de sa ressource, respecter des normes sociales et environnementales strictes et s'appuyer sur une expertise solide pour réussir.

MADAGASCAR

Mission macroéconomique des services du FMI

Une mission des services du FMI s'est déroulée à Tananarive du 4 au 10 septembre 2025. L'objectif de la mission était de (i) suivre la mise en œuvre des programmes de Facilité élargie de crédit (EFC) et de Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), qui feront l'objet d'une 3e revue d'ici fin 2025, (ii) d'évaluer les perspectives macroéconomiques malgaches, (iii) d'effectuer un suivi de l'exécution budgétaire de l'année en cours, enfin, de discuter des orientations de la future loi de Finances. Le FMI estime que la mobilisation des recettes fiscales au cours du 1er semestre 2025 était insuffisante et doit constituer une priorité, de même que la poursuite de la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant. Le FMI recommande également l'opérationnalisation par les autorités du décret portant sur le plan national de lutte contre la corruption, et l'examen en cours des recommandations du diagnostic global de la gouvernance.

MAURICE

Signature d'accords avec l'Inde dans les infrastructures et la recherche

Lors de la visite d'État du Premier ministre mauricien en Inde du 9 au 16 septembre 2025, les deux pays ont signé plusieurs protocoles d'accord, notamment dans le domaine de la recherche, l'enseignement et l'énergie. Les communiqués ont fait état d'engagements financiers de l'Inde à hauteur de 680 M USD, sous forme de lignes de crédit et de dons, dans plusieurs projets dans les secteurs de la santé, les infrastructures et la sécurité maritime. Sur le plan stratégique, l'Inde s'est par ailleurs engagée à soutenir le développement et la restructuration du port de Maurice et la surveillance de la zone marine protégée des îles Chagos.

UGANDA

Présentation de la stratégie budgétaire pour la FY2026/27

Le 11 septembre, le ministre des Finances a présenté la stratégie budgétaire 2026/27, alignée sur le Plan

national de développement IV. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de +10,4 %, portée principalement par le démarrage de la production pétrolière. Le revenu par habitant devrait progresser à 1 393 USD (après 1 263 USD en FY 2024/25). Les infrastructures devraient bénéficier d'investissements, avec l'avancement du *Standard Gauge Railway* (SGR) tandis que le capital humain serait renforcé via le système de santé, incluant une densification du réseau d'ambulances et la construction d'hôpitaux spécialisés pour le cancer et les maladies cardiovasculaires. Le développement du port de Bukasa et une recapitalisation d'Uganda Airlines pour renforcer sa flotte sont également prioritaires. Côté financement, la stratégie combine mobilisation des ressources domestiques et diversification des sources externes (obligations, partenariats public-privé et transferts de la diaspora), tout en maintenant une gestion prudente de la dette.

RWANDA

Forte contraction des échanges commerciaux au 2^e trimestre 2025

Au 2^e trimestre 2025, le commerce extérieur du Rwanda s'est inscrit en forte baisse (-23,6 %) par rapport au 2^e trimestre 2024, avec une chute des exportations (-35,6 %) et des importations (-20,5 %). Cette contraction s'explique principalement par une demande mondiale plus faible pour certaines matières premières, des perturbations logistiques régionales entraînant des coûts de transport plus élevés et des conditions de financement plus strictes qui ont limité les importations. Malgré ce recul, le déficit commercial s'est réduit (-12,5 %), reflétant une baisse plus marquée des importations que des exportations. Les principaux marchés d'exportation étaient les Émirats arabes unis (28,3 %), la RDC (20,2 %) et la Chine (11,8 %), tandis que les importations provenaient principalement de la Chine (22,1 %), de la Tanzanie (14,3 %) et de l'Inde (8,6 %).

Hausse de la croissance au 2^e trimestre 2025

L'activité a accéléré au 2^e trimestre 2025 (+7,8 %, après +6,5 %) selon l'Institut national de la statistique du Rwanda. Cette croissance est relativement équilibrée, tirée par les services (+9,0 %), l'agriculture (+8,0 %) et l'industrie (+7,0 %).

SOUDAN

La Banque centrale souhaite reprendre le contrôle dans l'achat et l'exportation d'or

La Banque centrale du Soudan a annoncé, dans un communiqué publié le 11 septembre, souhaiter monopoliser l'achat et l'exportation d'or. Cette décision vise à lutter contre la contrebande, 1^{ère} source de recettes du pays. Au 1^{er} trimestre 2025, l'or a représenté 61,5 % des exportations totales (soit 800 M USD). Les exportations illégales d'or auraient fortement augmenté depuis le déclenchement de la guerre civile en 2023, notamment via de nouveaux circuits de trafic vers l'Égypte. Cette évolution coïncide avec une décision égyptienne en mai 2023 de supprimer les droits de douane et taxes sur les importations d'or.

SOMALIE

Sollicitation d'un financement koweïtien de 40 M USD pour l'impression de billets

Le Premier ministre somalien a indiqué être en négociations avec le Koweït pour obtenir un financement de 40 M USD destiné à compléter le financement d'un projet d'impression de billets de banque, dont le coût est estimé à 70 M USD. La Somalie a déjà mobilisé 30 M USD sur ses ressources propres. Cette initiative répond à un besoin urgent lié à la réforme du système monétaire somalien. La seule dénomination en circulation en Somalie est un billet de 1000 shillings imprimé avant l'effondrement de l'État somalien en 1991. L'absence de petites coupures freine les transactions, complique les échanges commerciaux et accroît les risques de contrefaçon.

TANZANIE

Lancement d'une opération vérification du statut des résidents étrangers

Le gouvernement tanzanien a lancé, le 11 septembre 2025, une opération de vérification du statut administratif de tous les étrangers résidant et travaillant dans le pays. Cette initiative s'ajoute à des mesures récentes visant les étrangers, lesquels, depuis une directive de juillet dernier, sont interdits de certaines activités commerciales (petit commerce, services). Selon le porte-parole de l'Immigration, l'opération consiste à contrôler passeports, visas ainsi que permis de séjour et de travail afin de s'assurer du respect du statut légal accordé par l'administration. Tous les ressortissants étrangers, hors diplomates, doivent se présenter aux bureaux de l'Immigration de Kurasini (Dar es Salaam), Zanzibar ou dans leurs antennes régionales, sous peine de sanctions. L'objectif est de réserver les secteurs économiques locaux aux tanzaniens et de protéger l'emploi local.

L'utilisation de l'énergie de cuisson propre atteint 20 % en Tanzanie

Le 12 septembre, lors du lancement du Clean Cooking Energy Forum à Dar es Salam, le Secrétaire permanent du ministère de l'Énergie, a annoncé que l'utilisation de l'énergie de cuisson propre en Tanzanie a triplé depuis 2021 (20,8 % en juillet 2025, après 6,9 % en juillet 2021). Le gouvernement vise à ce que 80 % de la population tanzanienne ait accès à une énergie de cuisson propre, sûre et abordable d'ici 2030, conformément à la Stratégie nationale pour la cuisson propre 2024–2034, lancée en mai 2024. M. Mramba a souligné que la forte dépendance au bois et au charbon restait un problème majeur, avec des conséquences sanitaires graves. Environ 33 000 Tanzaniens meurent chaque année de maladies respiratoires liées à la fumée des combustibles traditionnels.